

Service Risques Naturels et Technologiques  
Unité Départementale de la Haute-Corse  
Route d'Agliani - Montesoro  
20600 Bastia

Bastia, le 26/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BUTAGAZ SAS**

47-53 rue Raspail - 92300 Levallois-Perret

Référence : R-2025-159

Code AIOT : 0007300007

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté Centre emplisseur, lieu dit Pinetto 107 20290 Lucciana. L'inspection a été annoncée le 21/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société BUTAGAZ a procédé au ré-examen quinquennal de son étude de dangers en application des articles L.515-39 et R.515-98 du code de l'environnement. A ce titre, il a produit et communiqué par courrier du 11 décembre 2024, la notice de ré-examen de décembre 2024-rév 1, telle que requise dans l'avis du 8 février 2017 « relatif au ré-examen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut » ainsi qu'une mise à jour de son étude de dangers révisée de 2018 (référéncée décembre 2024-rév 9), telle que sollicité par l'inspection dans son rapport du 13 décembre 2024.

Ces documents valent également porter à connaissances au titre des articles L.181-14 et R. 181-46 II. du Code de l'environnement, concernant l'accueil sur site de camions propulsés au gaz naturel et de camions dont les citernes sont équipées d'une soupape.

Ils feront l'objet d'une instruction distincte du présent rapport.

Nota: Certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et de la sécurité des personnes qui entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'une annexe spécifique non communicable.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTAGAZ SAS
- Centre emplisseur, lieu dit Pinetto 107 20290 Lucciana
- Code AIOT : 0007300007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BUTAGAZ exploite un centre de stockage, d'emplissage et de distribution de gaz de pétrole liquéfié situé route de Pineto, sur le territoire de la commune de Lucciana.

L'encadrement réglementaire du site, autorisé depuis 1965, est assuré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2B-2018-08-09-004 du 04 août 2018 portant actualisation des prescriptions applicables aux installations.

Conformément aux dispositions de l'article R.511-11 du Code de l'environnement, l'établissement BUTAGAZ est classé "Seuil haut" par dépassement direct du seuil associé à la rubrique 4718 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement a fait l'objet d'un PPRT approuvé le 28 juin 2016.

**Thèmes de l'inspection :**

- Conditions d'entreposage des réservoirs à pression transportables (RAPT) et de stationnement des camions conditionnés
- Mise en sécurité des installations et mesures de maîtrise des risques (MMR) associées
- MMR déflecteurs

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais <sup>(1)</sup>
1	Conditions d'entreposage des RAPT- Respect des quantités de GIL stockées	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 2.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Conditions d'entreposage des RAPT	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date du présent rapport

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions d'entreposage des RAPT- Substances et mélanges dangereux	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.1.4	Sans objet
4	Mise en sécurité des installations	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.3.7	Sans objet
5	MMR associées à la mise en sécurité du site- Détection flamme	AP Complémentaire du 09/08/2018, articles 7.10.1 et 7.10.2	Sans objet
6	MMR associées à la mise en sécurité du site- Détection flamme	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.10.4	Sans objet
7	MMR associées à la mise en sécurité du site- Deflecteur	AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.10.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce contrôle n'a mis en évidence aucun écart majeur par rapport aux prescriptions examinées. Toutefois, il appartient à l'exploitant de prendre en considération les observations formulées par l'inspection et de transmettre, dans le délai imparti, les éléments de réponse accompagnés des justificatifs nécessaires.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions d'entreposage des réservoirs à pression transportables (RAPT) - Respect des quantités de gaz inflammable liquéfié (GIL) stockées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/08/2018, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.  Sans préjudice des dispositions du code du travail, ces consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.  Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• Les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;</li></ul> [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le stock de GIL présent sur les installations, en particulier au niveau des îlots de RATP ainsi que des zones de stationnement des véhicules conditionnés en vrac et en casiers, est suivi en temps réel par le personnel administratif au moyen d'un logiciel de gestion des entrées et sorties (SAP). Il précise que cette organisation permet de garantir à tout moment le respect des quantités de GIL prévues par le présent arrêté.  Les consignes relatives à l'exploitation et à la sécurité du site sont centralisées dans le système de Gestion Électronique des Documents (GED) de BUTAGAZ. En revanche, aucune consigne ni procédure spécifique n'est prévue concernant la gestion des RAPT (réception, entreposage, etc.).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est rappelé à l'exploitant qu'il lui incombe d'établir une consigne ou une procédure afin d'assurer, en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté, et en particulier des quantités de GIL fixées à l'article 1.2.1.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 2 : Conditions d'entreposage des réservoirs à pression transportables RAPT- Substances et mélanges dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaires
<b>Prescription contrôlée :</b> L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux, y compris les combustibles, susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), est tenu à jour dans un registre à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Un plan général des stockages de substances et mélanges dangereux est annexé au registre.  [...]

<b>Constats :</b> Cf annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conditions d'entreposage des réservoirs à pression transportables (RAPT)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zones de stockage des bouteilles
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de stockages de bouteilles sont clairement délimitées. Elles sont disposées conformément à l'étude de dangers.
<b>Constats :</b> Cf annexe confidentielle
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Cf annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Mise en sécurité des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en sécurité des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> La mise en sécurité des installations est déclenchée automatiquement suite à : - détection de flamme ; - détection de gaz pour une concentration supérieure à 50 % de la LIE ; - franchissement des niveaux très haut des jaugeurs de sécurité des réservoirs fixes de stockage ; - actionnement des dispositifs « coup de poing » judicieusement répartis dans l'établissement. Cette mise en sécurité consiste en : - la mise en route des alarmes sonores perceptibles par les personnels du site ; - la coupure électrique du réseau entraînant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'arrêt des pompes ;</li> <li>• l'isolement des réservoirs de stockage par fermeture des clapets hydrauliques et des vannes à sécurité positives mentionnés à l'article 7.3.1.3.</li> <li>• l'isolement du poste de chargement/déchargement par fermeture des clapets et des vannes à sécurité positives mentionnés à l'article 7.3.4.</li> <li>• l'isolement des dispositifs de distribution de gaz et l'arrêt des équipements liés aux opérations de conditionnement de gaz dans le hall d'emplissage. - l'arrosage des réservoirs, de la zone pomperie et du poste de chargement/déchargement de camions citerne.</li> <li>• Seules les alimentations en énergie nécessaires au fonctionnement des équipements de sécurité et d'intervention tels que moyens incendie, éclairage et dispositifs de ventilation du hall d'emplissage sont maintenues.</li> </ul> Les actions déclenchées par le système de mise en sécurité du site ne doivent pas pouvoir être annulées ou rendues inopérantes par action simple sur le système de conduite ou les organes concourant à la mise en sécurité sans procédure préalablement définie.
<b>Constats :</b> Cf annexe confidentielle

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 5 : MMR associées à la mise en sécurité du site- Détection flamme**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/08/2018, articles 7.10.1 et 7.10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance, test et surveillance MMR/MMRi
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 7.10.1 : [...] Dans le cadre du SGS de l'établissement, les MMR font l'objet des opérations de maintenance et des tests permettant de s'assurer qu'elles sont conformes aux hypothèses retenues dans le cadre de l'étude de dangers, notamment en matière d'efficacité et de cinétique de mise en œuvre par rapport aux événements à maîtriser. Ces opérations de maintenance et de vérifications sont enregistrées et archivées. [...] Article 7.10.2 Les mesures de maîtrise des risques, telles que définies ci-dessus, faisant appel à de l'instrumentation de sécurité, dénommées ci-après MMRi, sont répertoriées et surveillées selon les modalités prévues par les articles 7 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé. En particulier, l'exploitant met en place un plan d'inspection et de surveillance des équipements constituant les MMRi. [...]
<b>Constats :</b> Cf annexe confidentielle
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : MMR associées à la mise en sécurité du site - Détections flamme**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7.10.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gestion des défaillances
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute défaillance des équipements d'une MMR doit être automatiquement détectée. Alimentation et transmission du signal doivent être à sécurité positive. En cas d'indisponibilité ou défaillance d'une MMR, l'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires (modes de marche équivalents), telles que définies au sein de l'étude dangers, visant à garantir que la fonction de sécurité est assurée en permanence. Lorsque aucune mesure technique ou organisationnelle compensatoire ne peut pallier cette indisponibilité, les installations sont mises en position de sécurité (arrêt des transferts de produits, etc...) Les opérations permettant de rendre à nouveau disponibles la MMR sont programmées immédiatement. Toute intervention sur des équipements d'une mesure de maîtrise des risques est suivie d'essais fonctionnels systématiques.
<b>Constats :</b> Les défaillances et anomalies de mesures de maîtrise des risques (MMR) sont enregistrées et gérées par l'exploitant à travers les fiches anomalies de la GMAO. La fiche anomalie prévoit une "première analyse" ainsi qu'une analyse de la cause profonde réalisées par le l'exploitant et le service Étude Technique Réglementaire (ETR) du groupe BUTAGAZ. Le cas échéant, elle identifie également une proposition/description de la marche équivalente à mettre en place le temps que l'anomalie sur la MMR soit levée. Les mesures correctives et/ou préventives validées par le service ETR sont suivies et tracées chacune via un "bon de travail" (BT) auquel le responsable du site doit donner suite jusqu'à clôture du bon de travail.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 7 :</b> MMR associées à la mise en sécurité du site - Déflecteurs
<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/08/2018, article 7:10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nouvelle MMR mise à jour EDD 2024
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures de maîtrise des risques (MMR) sont des ensembles techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. Dans le cas d'une chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne.</p> <p>L'exploitant détermine, notamment dans le cadre de l'étude de dangers, et tient à jour la liste des mesures de maîtrise des risques au sens de l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cf annexe confidentielle</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite